



Une rentrée sous le signe de l'Austérité

À cette rentrée scolaire, il n'y a pas eu de « création » de postes par Peillon. Les 1280 postes annoncés en juin n'ont pas été remplis par les jury des concours en juillet, quant aux annonces d'ouverture de 40000 postes aux concours pour l'année pro-

chaine, il faut savoir où le ministre trouvera le budget et cela reste une goutte d'eau par rapport aux 22000 départs en retraites pour 2012 et aux 77000 postes supprimés ces 5 dernières années. Le résultat est qu'il n'y a jamais eu autant de contractuels employé dans l'éducation nationale et comme l'année dernière et de nombreuses classes ne vont pas avoir d'enseignants. Il est vital de revendiquer la titularisation immédiate de tous les contractuels, sans condition. C'est ainsi qu'on peut réfléchir à une rentrée dans de bonnes conditions.

Enseigner, un métier sans avenir

En outre, dès juin, Le ministre refusait de remettre en cause la mas-térisation (le passage du concours à bac+5). Avec seulement 3h de décharge pour tous les stagiaires, on est bien loin du retour au tiers-temps pour tous. Enseigner est un métier qui s'apprend, il faut nous en donner les moyens ! Nous exigeons

la stagiérisation immédiate de tous les admissibles aux concours pour commencer à combler les manques.

Enfin, les emplois d'avenir professeurs sont une arnaque. 18000 emplois promis 900 euros pour les boursiers (bourse inclus).

Un boursier (dernier échelon) touche 460 euros (sur dix mois), qu'il peut cumuler avec un mi-temps de pion (604 euros), ce qui fait plus que les promesses de Peillon. Ces emplois ont pour but d'habituer

les étudiants à la précarité.

Nous devons préparer les luttes

En bref, la rentrée scolaire s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Mais les conditions sociales sont pires. Les suppressions d'emplois de PSA Aulnay et ailleurs auront forcément des conséquences sur les conditions de travail des personnels de l'éducation nationale et les conditions d'études des jeunes.

Nous devons refuser le traité européen (le TSCG), car l'éducation nationale sera un des premiers secteurs à subir l'austérité. Nous devons nous emparer de la date du 9 octobre, pour en faire une journée de grève pour la défense de tous les emplois. Le changement nous devons l'obtenir maintenant et nous n'avons que nos luttes pour y arriver !

L'ARITHMÉTIQUE POUR LES NULS



Pour prendre contact: ec@npe2009.org

Envoyez vos coordonnées à NPA Educ'Nat', 2 rue Richard Lenoir 93000 Montreuil

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :

Rentrée des (luttons de) classes

Si pour l'instant la mobilisation des travailleurs reste à construire, le gouvernement et le patronat sont néanmoins à l'offensive contre les salariés. La rentrée est marquée par les suppressions d'emplois publics et privés, la volonté de baisser le « coût du travail » et la ratification prévue du pacte budgétaire européen.

L'Education dans un sale Etat

Le gouvernement applique les mêmes recettes que les patrons du privé pour réaliser ses économies : supprimer des emplois, augmenter le temps de travail, la mobilité et la flexibilité de ceux qui restent. Dans l'Education Nationale, 77 000 postes ont été supprimés, les salaires sont gelés, le temps de travail augmente via les heures sup, et le recrutement de précaires explose. En parallèle se développe la flexibilité des enseignants dont certains se retrouvent partagés entre trois établissements sur trois communes différentes.

Les enseignants ne sont pas les seuls touchés, les statuts précaires des personnels de vie scolaire ne permettent ni de vivre correctement ni de suivre sereinement des études en parallèle. Les emplois d'avenir ne vont qu'alimenter encore la précarisation des jeunes personnels.

Enfin, les ATTEE (agents d'entretien, de cantine etc.) qui dépendent des conseils municipaux, généraux ou régionaux subissent dans plusieurs régions des dégradations importantes des conditions de travail et un sous effectif structurel. C'est notamment le cas en Ile de France, région dirigée par le PS depuis 1998.

L'unité des travailleurs de l'Education Nationale est nécessaire pour répondre à la division des statuts et lutter contre la dégradation des conditions de travail de tous.

De plus, la baisse des moyens remet en cause le droit à l'éducation : les classes sont surchargées, les horaires ont diminué, de nombreux élèves ont des difficultés pour s'inscrire faute de place. Dans le supérieur, des filières ferment, les frais d'inscription augmentent.

La défense des emplois et conditions de travail des personnels est



indissociable des revendications de la jeunesse pour une éducation émancipatrice et gratuite pour tous.

Changement de ton, mais continuité politique

Les déclarations d'amour que Peillon et Hollande ont adressées aux enseignants à la rentrée maquillent la poursuite des politiques menées par les précédents gouvernements. D'abord, ils valident 13 000 des 14 000 suppressions de postes prévues par Chatel. Ensuite, Peillon annonce royalement l'ouverture de 22 000 postes aux concours 2013. Or, il y aura 22 000 départs en retraite donc le bilan est de 0 création de poste

d'enseignants titulaires...

Le TSCG (traité européen) permettra au gouvernement de se cacher derrière l'Union Européenne pour appliquer ses politiques d'austérité. Il veut économiser 30 milliards d'euros alors qu'il continue de dépenser 150 milliards pour le remboursement de la dette. Pourtant, en Grèce ou en Espagne, ces politiques n'ont pas résolu le problème de la dette et on accéléré les effets de la crise, le chômage, les baisses de salaires et la casse des services publics, notamment de l'éducation.

Le capitalisme n'a plus rien à nous offrir, ne comptons que sur nos luttons

Le niveau de l'offensive menée contre le « coût » du travail et les droits sociaux implique que pour renverser la tendance, il faudra un rapport de force important en faveur des salariés

et des services publics. Un tel rapport de force nécessite la convergence des bagarres à mener. Il n'y aura pas d'autre voie qu'une mobilisation d'ensemble du monde du travail. Et elle commence les 29 et 30 septembre avec les premières mobilisations pour l'emploi et les manifestations contre le TSCG.

Nous devons nous emparer du 9 octobre, la journée de mobilisation pour l'emploi et la ré-industrialisation, pour en faire une journée de grève et de manifestation.

Nous devons construire la riposte à ces politiques rétrogrades!

Contacte le NPA : www.npa2009.org

